



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Résultats

Google en grande forme grâce à la reprise

La maison-mère de Google, Alphabet, a quasiment triplé son bénéfice au ... • (Page 08)

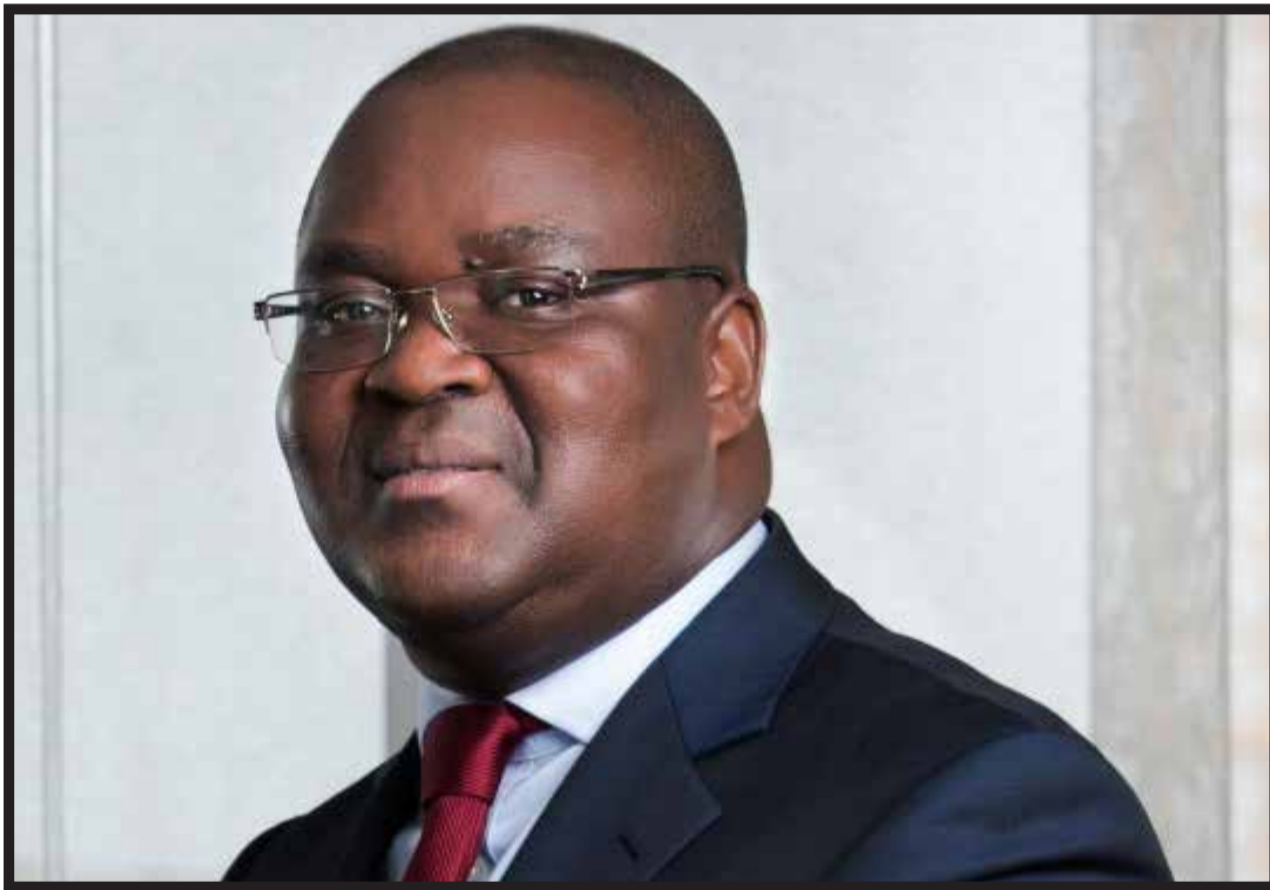
Aviation

525 millions d'euros d'aides publiques à Condor

Face au Covid-19, les compagnies aériennes demandent de l'aide. Condor a reçu plus de 500 ... • (Page 08)

Nommé au sein du Nasdaq Exchange Review Council • (Page 03)

Dr Edoh Kossi AMENOUNVE au firmament de la bourse



Programme de formation des MPME • (Page 04)

Ecobank et AUDA-NEPAD font plus de 200 diplômés

Gestion des risques

Les autorités locales s'outillent à Lomé

Les autorités locales des préfectures d'Agoè-nyivé et du Golfe s'approprient des mesures contenues dans le guide pratique de gestion ... • (Page 02)

Politique publique

Une table ronde sur la réforme du budget programme

Kofi Agbenoxevi Paniah, secrétaire général du ministère de l'Economie et des Finances, a présidé ce mercredi 28 ... • (Page 04 & 05)

Total Énergies

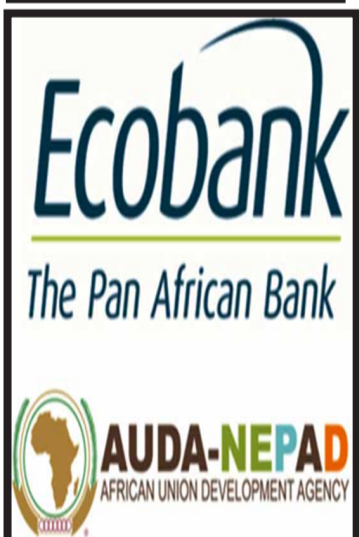
Un gabonais pressenti à la tête de la direction E&P en Afrique

Le polytechnicien Henri-Max Ndong Nzue en passe de prendre pour prendre la ... • (Page 06)

Développement à la base

Une conférence internationale s'ouvre ce jour à Lomé

La Cheffe du gouvernement togolais Victoire Tomégah-Dogbé préside du 29 ... • (Page 11)



SETIF - TOGO Sarl - U
 Société d'Etude Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière
 Immobilier Général, Génie Civil, Travaux Publics, Import - Export

Route de séminaire - Agoè après la Cour d'Appel, à côté de l'IPP

(+228) 22 40 40 46
 (+228) 92 06 85 06
 Lomé - TOGO

togsetif@gmail.com
 www.setiftogo.tg

...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...

Gestion des risques et catastrophes

Les autorités locales s'outillent

Les autorités locales des préfectures d'Agoè-nyivé et du Golfe s'approprient des mesures contenues dans le guide pratique de gestion des risques catastrophes et menaces au cours d'un atelier de formation démarré depuis ce mardi 27 Juillet 2021 à Lomé.



• Bernard AFAWOUBO

Au Togo, plusieurs facteurs définissent les risques de catastrophes auxquels le pays est constamment confronté notamment l'érosion côtière, les vents violents, les incendies et leurs corollaires. Les conséquences désastreuses des catastrophes ne cessent d'affecter le quotidien des populations. Conscient du caractère transversal de tout processus de développement, le ministère de la sécurité et de la protection civile, à travers l'Agence nationale de la protection civile (ANPC), a initié l'élaboration d'un Guide pratique de gestion des risques de catastrophes et menaces à l'usage des autorités locales. Dans l'optique de s'approprier des mesures contenues dans ce Guide, véritable outil, qui clarifie les rôles et responsabilités de tous les acteurs, et plus précisément des autorités locales pour une gestion efficace des situations d'urgence, les autorités locales ont entamé un atelier de formation ce mardi 27 Juillet 2021 à Lomé. Cet atelier de formation permettra aux acteurs locaux de pouvoir appréhender leurs rôles et responsabilités dans la gestion décentralisée des

risques de catastrophes et menaces. « L'édition d'un guide pratique thématique à l'usage des autorités locales constitue une avancée dont nous devons nous saisir sans tarder afin d'en tirer le meilleur bénéfice dans l'exercice de notre mission et pour le mieux-être de nos populations. Notre leitmotiv doit être la réduction systématique des risques à travers le changement des attitudes, habitudes et mentalités qui accentuent le dérèglement climatique dont nous sommes de plus en plus des témoins impuissants » a déclaré a déclaré Yawa Ahofa Kouigan, Présidente de la Faïtière des Communes du Togo. Et d'ajouter que : « La Faïtière des communes du Togo salue l'existence du Guide et adhère entièrement à sa vulgarisation auprès des autorités locales. C'est la raison pour laquelle nous avons promptement répondu à la

sollicitation de l'Agence nationale de la protection civile et espérons susciter auprès de l'ensemble des communes un engouement à la hauteur des enjeux et une assiduité de tous les instants au cours des étapes de ces sessions de formation » Ce Guide pratique de gestion des risques de catastrophes et menaces est l'une des réponses typique trouve à ces situations d'urgence pour baliser les lignes d'action et coordonner les interventions afin de permettre une collaboration harmonieuse et d'accroître l'efficacité des mécanismes des réponses. Ce guide aidera également à mieux cerner les responsabilités des autorités locales en matière de gestion décentralisée des situations d'urgence. Il faut préciser que l'étape de Lomé lance une série de sessions prévue à l'intérieur du pays dans les jours à venir.



AUX DECIDEURS... Sécuriser les chaînes d'approvisionnement

La pandémie de COVID-19 a révélé que les chaînes d'approvisionnement mondiales sont un immense château de cartes.

COVID-19 a mis à nu de nombreuses vérités inconfortables concernant la préparation globale de la société aux événements à faible probabilité mais à fort impact, en particulier les événements mondiaux. Celles-ci vont de questions relatives exclusivement à la préparation à une pandémie à des questions considérablement moins ésotériques, comme la capacité des chaînes d'approvisionnement mondiales à fonctionner indépendamment des diverses pressions exercées sur eux. Ce dernier va bien au-delà du problème d'approvisionnement en papier toilette vécu au début de la pandémie. Il s'étend pour inclure toute une gamme de produits comme le bois et autres matériaux de construction, outils, denrées alimentaires, semences, meubles, produits de nettoyage, canettes en aluminium, bœufs, piscines et équipements de piscine, produits chimiques, vélos, matériel de camping, appareils ménagers et pièces de rechange de toutes sortes.

Dans de nombreux cas, les chaînes d'approvisionnement ont été comprimées simultanément aux deux extrémités – l'offre et la demande.

Alors que les fermetures imprévues d'installations de fabrication et de distribution, les goulots d'étranglement aux frontières et les travailleurs malades ont causé des points d'étranglement dans les lignes d'approvisionnement, les personnes enfermées chez elles pendant des mois ont fait augmenter la demande pour une multitude de produits.

La pandémie a révélé que les chaînes d'approvisionnement mondiales sont un immense château de cartes : assez fragiles les bons jours, mais susceptibles de s'effondrer lorsqu'il y a une brise inattendue.

Avant COVID-19, il y avait déjà une grande pression sur la production de microprocesseurs, microcontrôleurs, cartes mères et autres en raison de la capacité de production mondiale limitée et des appels de produits plus importants. La pandémie a exercé une pression supplémentaire sur un segment déjà pressé, car les goulots d'étranglement de la production et de la distribution ont été comblés par une demande accrue due à la pandémie.

Il n'y a pas si longtemps, les perturbations dans la production de puces électroniques avaient tendance à n'affecter que la fabrication de téléphones intelligents, de tablettes, d'ordinateurs, de disques durs externes et, plus récemment, de téléviseurs à écran plat.

Aujourd'hui, cependant, de telles perturbations ont également un impact sur la production d'automobiles, car les puces sont de plus en plus utilisées dans les systèmes de direction assistée et de freinage, les systèmes d'infodivertissement automobile et d'autres composants. La situation des constructeurs automobiles ne devrait qu'empirer à mesure que de plus en plus de biens de consommation deviennent intelligents via la connectivité Wi-Fi ou Bluetooth.

La liste croissante d'articles nécessitant des puces électroniques est déconcertante, car ces composants sont presque exclusivement fabriqués dans certains des endroits les plus risqués du monde du point de vue des catastrophes naturelles : Chine, Japon, Taïwan, Corée du Sud, Malaisie, Thaïlande, Philippines et Californie. Cela doit changer. Nous avons besoin de plus d'installations de fabrication de puces électroniques et celles-ci doivent être situées dans des endroits à faible risque de dangers naturels et autres.

Mais qu'il s'agisse de puces électroniques, de copeaux de bois ou de chips, les entreprises doivent se familiariser intimement avec leurs chaînes d'approvisionnement si elles ne le sont pas déjà : ce qu'elles obtiennent, à quelle fréquence, en quelles quantités, de qui, d'où, comment et Pourquoi. La continuité des activités, les plans d'urgence et les solutions de contournement doivent être mis en place à l'avance pour faire face aux scénarios de simulation. Les gestionnaires de risques, qu'il s'agisse de consultants internes ou de consultants tiers, doivent participer à ces discussions, tout comme les conseils d'administration.

Les acheteurs d'assurance d'entreprise et les gestionnaires de risques doivent comprendre les différences entre les principales couvertures d'assurance, comme les interruptions d'activité standard et les interruptions d'activité contingentes, et s'assurer qu'ils disposent d'une protection financière appropriée.

Enfin, et dans une perspective d'ensemble, la société doit avoir une meilleure idée des points d'étranglement (à la fois au niveau de la fabrication et de la distribution et dans le monde physique) afin qu'ils puissent être traités, atténués ou même éradiqués.

De plus, nous devons faire plus de recherches pour comprendre comment les consommateurs se comportent face aux crises. Les domaines émergents de l'économie comportementale et de la science de la décision ont beaucoup à apporter à cette discussion.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)

Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Nommé au sein du Nasdaq Exchange Review Council

Dr Edoh Kossi AMENOUNVE au firmament de la bourse

Le Directeur général de la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), Dr. Edoh Kossi AMENOUNVE, fait désormais partie (juillet 2021) du Nasdaq Exchange Review Council pour un mandat de trois ans jusqu'en 2024. L'Exchange Review Council est un comité consultatif indépendant permanent chargé de s'assurer de l'application cohérente et équitable des règles du marché, liées à la discipline des membres et des organisations membres pour chacune des bourses du Nasdaq.

• Joël YANCLO

À la fin de la finance mondiale. Dr Edoh Kossi AMENOUNVE, Directeur général de la BRVM et du DC/BR vient d'intégrer l'un des Comités Spécialisés des bourses du Nasdaq (Nasdaq USA, Nasdaq Nordic et Nasdaq Baltic en Europe, Nasdaq Dubai). Le Nasdaq est la première bourse technologique et deuxième bourse mondiale (ndlr). Ceci est le couronnement de plus de 25 années de carrière sur le plan boursier pour Dr Edoh Kossi AMENOUNVE, titulaire d'un Doctorat en Finance (septembre 1995) puis successivement Directeur Général de Société de Bourse (SGI), Président de Société d'Asset Management (SGO), Secrétaire Général du CREPMF (Autorité de Régulation), Directeur Général de Bourse et de Dépositaire Central (BRVM et DC/BR), Président du Conseil d'Intégration des Bourses de la CEDEAO (WACMIC) et Président de l'Association des Bourses Africaines (ASEA) (ndlr). Dr Edoh

Kossi AMENOUNVE est le seul africain membre dudit Comité et probablement historiquement le 1er africain à intégrer une instance du Nasdaq à ce niveau depuis sa création en 1971(ndlr).

L'un des plus importants marchés d'actions

Le Nasdaq, ou National Association of Securities Dealers Automated Quotations, fut fondé par un groupe de courtiers locaux en 1971. Il s'agit de l'un des plus importants marchés d'actions des États-Unis, en volume traité. Il cote en effet plus de 5 000 entreprises que l'on considère détentrices d'un fort potentiel de croissance économique. Elles font partie des domaines des hautes technologies, d'Internet, des télécoms, de l'industrie voire des biopharmaceutiques et biotechnologies. L'établissement doit sa renommée et son influence à sa forte innovation. Ce fut tout simplement le premier marché boursier électronique à ouvrir dans le monde. Il est aujourd'hui entièrement géré par un réseau d'ordinateurs. Une



• Dr Edoh Kossi AMENOUNVE, Directeur général de la BRVM et du DC/BR

vraie prouesse à l'époque qui lui donnait quelques avantages majeurs par rapport aux autres bourses mondiales. Il est à ce jour le plus grand marché électronique d'actions du monde, où peuvent s'effectuer plus de 900 transactions à la seconde. Quant à la capitalisation boursière du Nasdaq, elle a atteint 10 000 milliards de dollars en mars 2018, le propulsant à la

deuxième place des bourses les plus importantes.

25 530 milliards de dollars de capitalisation

Les six premières capitalisations boursières du NASDAQ sont disputées par Apple, Microsoft, Amazon, Facebook, Alphabet et Intel. D'autres sociétés comme Tesla ou encore Netflix sont également

en vue sur le Nasdaq. C'est la preuve ultime de l'envergure de cette place boursière, qui trône fièrement sur Times Square. Bref, dans ce classement, la Bourse de New York (NYSE) occupe la première place avec une capitalisation de plus de 25 530 milliards de dollars. Le Nasdaq, également des États-Unis, occupe la deuxième place avec une

capitalisation de 11 230 milliards de dollars. Viennent ensuite, la Japan Exchange Group avec une capitalisation de 5 100 milliards de dollars, suivie de la Bourse de Shanghai en Chine avec 4 670 milliards de dollars. Hong Kong Exchanges pointe à la cinquième position avec une capitalisation de 4 230 milliards de dollars.



Plateforme Industrielle d'Adétikopé

392 hectares supplémentaires pour l'extension de la PIA

Au Togo, moins de trois mois après son lancement, le gouvernement va mettre à la disposition de la Plateforme Industrielle d'Adétikopé (PIA), de nouvelles superficies pour son extension. Dans cette perspective, un projet de décret a été examiné par l'exécutif, réuni en conseil des ministres samedi 24 juillet à Pya, dans le nord du pays.

Alors que les premières infrastructures concernent une superficie d'environ 129 ha, la zone industrielle devrait être étendue à 400 ha à terme, selon les précisions initiales de la joint-venture dont l'actionariat est partagé par l'État (35%) et Arise IIP (65%) qui a déjà injecté 200 millions € dans le projet. Ce sont au total 392 ha supplémentaires qui seront



alloués par l'État - dont l'apport le plus important à la PIA est d'ailleurs foncier - au profit du complexe industriel pour son extension et la construction d'infrastructures connexes, précise l'exécutif togolais. Pour les autorités qui ambitionnent de faire de la plateforme basée à quelque 20 km de Lomé, la pierre angulaire de l'écosystème industriel et de la

chaîne logistique du Togo, l'allocation de ces nouveaux domaines devrait permettre de renforcer les actions engagées. En rappel, début juillet le gouvernement entérinait en conseil des ministres, l'intégration de la plateforme à l'actionariat du Mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage des risques (Mifa).

Avec Togo First

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Programme de formation des MPME

Ecobank et AUDA-NEPAD font plus de 200 diplômés

Le groupe bancaire panafricain Ecobank, et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique de l'agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD), ont organisé le 28 juillet 2021, une cérémonie virtuelle de remise des diplômes pour les participants au premier Programme Ecobank de formation des MPME au financement.

• Eyrām AKAKPO

Cette cérémonie de remise a rassemblé plus de 200 diplômés venus des huit pays de la phase pilote de l'Académie des MPME, à savoir la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Kenya, le Niger, le Nigeria, le Rwanda, le Tchad et le Togo. En effet, l'Académie des MPME, créée par le Groupe Ecobank et l'AUDA-NEPAD en 2020, durant la pandémie de COVID-19, fait partie de l'initiative "100 000 MPME" de l'AUDA-NEPAD, une action continentale face à la COVID-19. L'Académie propose aux entrepreneurs, aux propriétaires et aux dirigeants de micro, petites et moyennes entreprises (MPME) un coaching, un mentorat et des cours de formation aux compétences commerciales. « Nous n'avons pas hésité à soutenir l'initiative "100 000 MPME" de l'AUDA-NEPAD. Le cadre que nous avons conçu ensemble repose sur trois piliers essentiels dont les MPME ont besoin pour renforcer leur résilience en ces temps sans précédent, à savoir l'accès aux capacités, l'accès aux financements et l'accès aux marchés. La cérémonie de remise des diplômes marque une nouvelle étape dans notre démarche visant à accompagner les MPME et à les aider à devenir les grandes entreprises de



demain. Je félicite chaleureusement la promotion 2021 du Programme de formation des MPME au financement. C'est le début d'un succès durable pour votre entreprise et Ecobank est là pour vous aider à devenir de grands chefs d'entreprises sur notre continent », a indiqué le directeur général du Groupe Ecobank Ade Ayeyemi. « Cette remise de diplômes arrive au bon moment, après le premier anniversaire de l'Initiative "100 000 MPME". La cérémonie fait suite à d'autres réalisations importantes, notamment le lancement de cette Initiative dans 13 États membres, attirant plus de trois millions de participants, pour la plupart des micro-entrepreneurs, qui ont découvert le potentiel de la plateforme de l'Académie des MPME. Je tiens à féliciter Ecobank pour sa détermination à faire de ce programme un succès. Je souhaite tout le

meilleur aux diplômés de ce programme », a ajouté Dr Ibrahim Mayaki, Secrétaire Exécutif de l'AUDA-NEPAD. Environ 3000 MPME ont postulé au Programme de formation des MPME au financement, parmi lesquelles 850 ont été présélectionnées dans les huit pays pilotes. Le programme de six semaines a couvert quatre modules et 15 sessions de formation par pays. Au total, 120 sessions ont été dispensées dans les huit pays. Au troisième trimestre 2021, Ecobank proposera un programme unique en alternance pour les 2000 PME qui se sont inscrites mais n'ont pas été sélectionnées pour le programme qui vient de s'achever. L'objectif est de s'assurer qu'aucune PME ayant souhaité participer à cette expérience d'apprentissage ne soit laissée pour compte.

Politique publique

Une table ronde sur la réforme du budget programme

Kofi Agbenoxevi Paniah, secrétaire général du ministère de l'Economie et des Finances, a présidé ce mercredi 28 juillet 2021 à Lomé, au nom du Ministre de l'économie et des finances, une table-ronde consacré à l'efficacité de la politique publique à l'aune de la réforme du budget programme et de la pandémie / quels leviers pour la relance économique ?».

• Joël YANCLO

Cette réunion est organisée par le CESAG (Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion) et le CLEAR (Center for learning on Evaluation and Results). Il en ressort des travaux que depuis 2009, les pays membres de l'UEMOA se sont inscrits dans une dynamique de modernisation des finances publiques. L'une des réformes a été le basculement du budget des moyens vers le budget programme. « Le Togo a engagé des réformes courageuses en termes d'assainissement des finances publiques qui ont conduit à une amélioration du climat des affaires. Ces réformes touchent également la gestion budgétaire au regard des enjeux socioéconomiques d'exécution du budget de l'Etat et de ses démembrements, en lien avec l'impératif de transparence à y observer », a indiqué M. Paniah. La politique budgétaire de cette année 2021 prouve d'ailleurs à suffisance cette volonté du Gouvernement par la mise en œuvre du budget programme, contrairement aux années antérieures où c'était le budget de moyens. Depuis 2018, notre pays s'est exercé à l'élaboration du budget programme, puis à faire des tests en 2019 et a préparé donc le système d'information pendant ce temps pour l'adapter à cette nouvelle réforme très, très importante pour le Gouvernement. Importante parce qu'elle



consacre désormais vraiment la Gestion Axée sur les Résultats avec des objectifs très clairs assignés à chaque département ministériel, à chaque structure et aux responsables de programmes. Les ressources mises à disposition en fonction donc des priorités du Gouvernement sont allouées par programmes. D'autre part, cet exercice consacre aussi la déconcentration de la fonction d'ordonnancement et du contrôle financier. La gestion axée sur les résultats, telle est la stratégie des pouvoirs publics. Malheureusement, le Covid19 a contrarié les plans initiaux. Le gouvernement a dû prendre des mesures urgentes pour limiter l'expansion de la maladie, protéger

les populations et permettre une relance rapide de l'économie. Ce programme a nécessité une réaffectation de ressources tout en appelant à des choix idoines dans le pilotage des politiques publiques. Pour Kofi Agbenoxevi Paniah, il est urgent de réfléchir aux solutions idoines pouvant permettre de relancer durablement l'économie. Le Togo, comme les autres pays de l'UEMOA, doivent tirer les enseignements de la crise, les points forts, les échecs tout en prenant en compte la formidable capacité de résilience. C'est donc l'objet de la présente table ronde qui réunit aujourd'hui, décideurs, professionnels du budget ainsi que des chercheurs.



Cadastre

L'OTR va lancer le SIG

L'office togolais des recettes (OTR) va lancer dans les semaines à venir le système d'informations géographiques (SIG) du Grand Lomé. L'information a été donnée le 27 juillet 2021, par le site Republic of Togo.

• Eyrām AKAKPO

Selon le média, ce système d'informations géographiques permettra d'obtenir un cadastre très précis. L'initiative fait partie d'une réforme foncière plus vaste. « Nous disposons à ce jour d'une base de données en ce qui concerne les parcelles du Grand Lomé. Il ne reste plus qu'à faire le

recensement foncier pour compléter les informations que nous avons sur les propriétaires officiels », a indiqué Déabalo Bawaname, l'un des responsables à la direction du Cadastre. Ce dispositif permettra de vérifier des situations parfois totalement opaques ou plusieurs propriétaires réclament la même parcelle, pièces lé-

gales à l'appui. Avant les années 80, le service du Cadastre appelé service topographique, était partie intégrante du ministère de l'économie et des finances, mais après les années 80, le Cadastre fut successivement rattaché au ministère des travaux publics, au ministère de la ville, puis au ministère de l'urbanisme

et de l'Habitat. Pour relever le défi et surtout dans le cadre des nouvelles réformes et innovations entreprises par les hautes autorités du pays, le service du Cadastre est désormais ramené au ministère de l'économie et des finances par décret « N°2010-027bis/PR » du 30 mars 2010 modifiant et complétant le décret «N° 2007-011/PR » du 28 février

2007 portant attributions et organisation de la Direction Générale des Impôts. Dès lors, le service du cadastre a connu successivement trois positions. Au 30 Mars 2010 il est rattaché à la Direction générale des impôts. Après création de l'Office togolais des recettes en 2012 et son opérationnalisation en 2014, il est rattaché au secré-

riat général du ministère de l'économie et des finances. Depuis le 02 Février 2018, il est rattaché au commissariat des impôts de l'Office Togo-lais des Recettes par arrêté N° 011/MEF/SG du 02 Février 2018 portant rattachement du cadastre et de la conservation foncière à l'Office Togo-lais des Recettes.

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata
Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata



Communiqué de presse

2ème table ronde du CLEAR Afrique francophone (CLEAR FA)

Thème : L'EFFICACITE DE LA POLITIQUE PUBLIQUE A L'AUNE DE LA REFORME DU BUDGET PROGRAMME ET DE LA PANDEMIE DE COVID-19 : QUELS LEVIERS POUR LA RELANCE ECONOMIQUE ?

Avec l'appui technique et financier de la **Commission de l'UEMOA**, le CLEAR Afrique francophone (**CLEAR FA**) organise sa 2ème table ronde à Lomé, du 28 au 30 juillet 2021, en collaboration avec le Centre Autonome d'Etudes et de Renforcement des capacités pour le Développement au Togo (**CADERDT**). Celle-ci va réunir pendant trois (3) jours, les **décideurs**, les **professionnels du budget** ainsi que des **chercheurs** autour du thème "**L'Efficacité de la politique publique à l'aune de la réforme du budget programme et de la pandémie de Covid**".

L'objectif principal de la table ronde est d'**identifier les leviers dont disposent les administrations publiques des Etats pour consolider la réforme du budget-programme dans l'espace UEMOA en vue d'améliorer l'efficacité des politiques publiques de relance économique post-Covid-19**.

Dans la perspective de la relance économique post-Covid-19, il convient de faire l'état des lieux des effets positifs et négatifs de la pandémie sur la mise en œuvre de la réforme du budget programme et l'efficacité des politiques afin d'identifier les leviers dont disposent les Etats pour relancer leur économie. Cette réflexion est d'autant importante que la logique prédictive du budget programme contraste avec l'agilité exigée par les mesures visant à juguler la pandémie du Covid-19. Il est question, en d'autres termes, de sonder les points de raccordement entre la projection dans le temps que promeut le budget programme et la rationalité court-termiste et adaptative qu'imposent la crise de la Covid-19 dans la perspective des politiques publiques.

Rappelons que le CLEAR (www.theclearinitiative.org) est une initiative globale dont l'objectif est d'aider les pays en développement à renforcer leurs capacités en matière de suivi et d'évaluation (S&E) et en gestion axée sur les résultats de développement (GRD). CLEAR a sélectionné de façon compétitive avec des critères transparents, des Institutions académiques pour accueillir ses six (6) centres régionaux répartis partout à travers le monde.

Le Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion (CESAG www.cesag.sn), basé Dakar au Sénégal, a été retenu à travers un processus extrêmement sélectif pour abriter le centre CLEAR de l'Afrique francophone (www.clearfa.org) qui couvre toute la zone francophone de l'Afrique.

Pour plus d'informations:

Edoé Djimitri Agbodjan, PhD

Coordonnateur

Center for Learning on Evaluation and Results - Francophone Africa (CLEAR FA) sis au Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion (CESAG)

Bd Général De Gaulle, B.P. 3802, Dakar/Sénégal

edoe.agbodjan@cesag.edu.sn

<https://www.linkedin.com/feed/update/urn:li:activity:6744517260435587073>

Amos MENARD

Senior Programme Manager

Center for Learning on Evaluation and Results - Francophone Africa (CLEAR FA) sis au Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion (CESAG)

Bd Général De Gaulle, B.P. 3802, Dakar/Sénégal

amos.menard@cesag.edu.sn

Mme Diarra THIAM

Responsable Cellule Partenariats et Relations Publiques

Business Development Unit (BDU)

Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion (CESAG)

Bd Général De Gaulle, B.P. 3802, Dakar/Sénégal

Diarra.thiam@cesag.edu.sn

Total Énergies

Un gabonais pressenti à la tête de la direction E&P en Afrique

Le polytechnicien Henri-Max Ndong Nzue en passe de prendre pour prendre la tête de la direction E&P du groupe Total Énergies en Afrique.

● Eyram AKAKPO

Selon les informations provenant de la "Lettre du Continent", le gabonais Henri-Max Ndong Nzue, est pressenti pour prendre les rênes de la direction exploitation-production du groupe Total Énergies en Afrique. Il remplacerait à ce poste le français Nicolas Terraz qui l'occupait depuis 2019. Pour l'heure, le groupe pétrolier français n'a pas encore fait de communication sur le sujet. Mais, si la nomination est officialisée, Henri-Max Ndong Nzue sera le tout premier Africain à diriger la branche exploration et production de Total Énergies au sud du Sahara et l'un des cadres africains les plus hauts placés au sein d'une major pétrolière. La multinationale française applique depuis plusieurs années déjà une politique d'africanisation de son management. Plusieurs de ses filiales sont gérées par les Africains. Henri Max Ndong Nzue né en 1965, est un ingénieur diplômé de l'École polytechnique de Paris et de l'École nationale des statis-



tiques et de l'administration économique de la même ville. Entré chez Total, il en a gravi une à une les marches de l'échelle managériale avant d'être nommé en 2015 directeur général de la filiale gabonaise. Il est d'ailleurs le tout premier Gabonais à occuper cette haute fonction dans le pays. Il a également occupé des postes à responsabilité en France, au Yémen, aux Pays-Bas, en Norvège. Il a donc une connaissance intime du groupe. À la direction exploitation-production, il devra affronter les perturbations occasionnées dans le secteur pétrolier par la pandémie de Covid-19. Une conjoncture qui a, en partie, entraîné la baisse des bénéfices de Total Gabon au cours de l'année 2020. En effet, la filiale locale de l'entreprise française a enregistré un résultat net en baisse de 274%. Total Énergies SE, anciennement Total, est une compagnie multi-énergies mondiale de production et de fourniture d'énergies notamment le pétrole et biocarburants, gaz naturel et gaz verts, renouvelables et électricité. Elle fait partie des six « supermajors » : elle est la cinquième des six plus grosses entreprises du secteur à l'échelle mondiale, derrière Exxon Mobil, Shell, BP, et Chevron, et avant Conoco Phillips. C'est la 1re entreprise française en termes de chiffre d'affaires en 2015.

tics et de l'administration économique de la même ville. Entré chez Total, il en a gravi une à une les marches de l'échelle managériale avant d'être nommé en 2015 directeur général de la filiale gabonaise. Il est d'ailleurs le tout premier Gabonais à occuper cette haute fonction dans le pays. Il a également occupé des postes à responsabilité en France, au Yémen, aux Pays-Bas, en Norvège. Il a donc une connaissance intime du groupe. À la direction exploitation-production, il devra affronter les perturbations occasionnées dans le secteur pétrolier par la pandémie de Covid-19. Une conjoncture qui a, en partie, entraîné la baisse des bénéfices de Total Gabon au cours de l'année 2020. En effet, la filiale locale de l'entreprise française a enregistré un résultat net en baisse de 274%. Total Énergies SE, anciennement Total, est une compagnie multi-énergies mondiale de production et de fourniture d'énergies notamment le pétrole et biocarburants, gaz naturel et gaz verts, renouvelables et électricité. Elle fait partie des six « supermajors » : elle est la cinquième des six plus grosses entreprises du secteur à l'échelle mondiale, derrière Exxon Mobil, Shell, BP, et Chevron, et avant Conoco Phillips. C'est la 1re entreprise française en termes de chiffre d'affaires en 2015.

Biodiversité

Pas d'alimentation saine sans environnement sain

En inversant le processus d'appauvrissement de la biodiversité et de dégradation des terres, il serait possible d'obtenir 1 400 milliards de dollars par année

Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), M. Qu Dongyu, a exhorté, le 22 juillet 2021, les Ministres de l'environnement du G20 à intensifier leur action conjointe, à augmenter les investissements et à resserrer leur collaboration avec la FAO afin d'obtenir des résultats tangibles qui changent drastiquement la donne pour la planète.

M. Qu Dongyu a lancé son appel à l'occasion de la réunion ministérielle du G20 sur l'environnement, lors de laquelle les ministres ont envisagé des solutions axées sur la nature et la durabilité, allant de la lutte contre le changement climatique à la construction de villes durables. «L'humanité est aujourd'hui confrontée à la triple crise planétaire de l'appauvrissement de la biodiversité, de la crise climatique et des conséquences de la pandémie», a déclaré le Directeur général. «Pas d'alimentation saine sans environnement sain», a insisté M. Qu Dongyu, compte tenu du défi mondial qui consiste, d'une part, à satisfaire la hausse de la demande dans les secteurs des aliments et d'autres produits agricoles, tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et, d'autre part, à conserver la biodiversité, à gérer les ressources naturelles, dont l'eau,



● Le Directeur général de la FAO, Qu Dongyu, à la réunion ministérielle du G20 sur l'environnement.

de manière pérenne et à protéger et remettre en état les écosystèmes. Le Directeur général a vigoureusement défendu la nécessité de renforcer l'efficacité d'utilisation de l'eau et de favoriser une gestion durable de cette ressource pour faire face à la rareté de l'eau et améliorer la qualité des ressources hydriques et des aliments. La vie de plus d'un milliard de personnes est durement impactée par la rareté de l'eau et les pénuries d'eau; près d'un milliard d'hectares de terres agricoles pluviales et de pâturages subissent de plein

fouet des épisodes récurrents de sécheresse; et plus de 60 pour cent des terres cultivées irriguées sont soumises à un niveau élevé ou très élevé de stress hydrique. Selon M. Qu Dongyu, il serait possible de faire face à ces problèmes liés à l'eau grâce à l'innovation numérique, à des mécanismes de gouvernance plus efficaces et à des investissements. Le Directeur général de la FAO a également souligné qu'il convenait de renforcer les approches respectueuses de la biodiversité, y compris en investissant des sommes plus importantes dans les mesures qui les accompagnent. «Les niveaux actuels d'investissement sont tout sauf suffisants», a-t-il déclaré, ajoutant que si l'on mobilisait les fonds nécessaires à la remise en état des terres dégradées, il serait pourtant possible de mettre un terme à la déforestation en 2030 au plus tard.

Avec fao.org

PRCA Africa Network

Kwame Senou désigné au conseil d'administration

PRCA, la plus grande association professionnelle de Relations publiques au monde, représentant plus de 35 000 professionnels des Relations Publiques dans 70 pays du monde entier, a procédé à la mise en place du 1er conseil d'administration de son réseau africain composé de 10 membres. Kwame Senou, directeur général d'Opinion & Public fait partie des 10 professionnels de haut niveau désignés pour être dans l'instance.

L'un des fondateurs d'Opinion & Public, la firme de relations publiques affiliée à Burson Cohn & Wolfe et distingué au Sabre Awards Africa 2021, Kwame Senou est connu pour son activisme en faveur de la profession. Il est membre du conseil consultatif de l'association africaine de relations publiques et vice-président de Brand Africa. À travers sa carrière, il a toujours été un défenseur de l'Afrique Francophone et promu les liens entre les différentes régions du continent pour faire avancer les relations publiques et toutes les fonctions des services marketing. Kwame Senou en commentant la désignation, a dit : « Les relations publiques sont une fonction essentielle dans le contexte de relance post-COVID. Je suis heureux de me joindre à mes illustres collègues pour faire avancer la profession et en assurer la promotion, particulièrement en Afrique Francophone où la barrière de langue est parfois un frein. » Le conseil d'administration du réseau africain de PRCA travaillera avec le président, Jordan Rittenberry, et les cinq présidents régionaux, afin de créer un secteur des relations publiques plus professionnel, plus éthique et plus prospère sur le continent. Réagissant à la mise en place du conseil d'administration, le président de PRCA Africa a déclaré : « Je suis très heureux d'accueillir certains des leaders les plus innovants du secteur



en Afrique au sein de notre conseil d'administration. Nous sommes tous extrêmement fiers du dynamisme et du talent des relations publiques sur le continent. Je suis très enthousiaste à l'idée de travailler avec le savoir-faire de classe mondiale et le sens local du Conseil pour proposer une offre gagnante à tous les professionnels des relations publiques du continent. »

La directrice de PRCA International, Melissa Cannon a ajouté : « La profondeur et la qualité du leadership au sein du conseil d'administration de notre réseau africain sont impressionnantes et nous placent dans une position idéale pour aller de l'avant et offrir des formations et des opportunités de réseautage de classe mondiale sur le continent. Je tiens à remercier le conseil, dirigé par Jordan, pour son travail et son engagement. En tant que plus grande organisation professionnelle de relations publiques au monde, nous sommes impatients de soutenir la croissance passionnante de PRCA Africa Network et de mettre en

valoriser le talent et le travail à travers l'Afrique. » Outre Kwame Senou, les nouveaux membres du conseil d'administration sont : Eloine Barry, fondatrice et PDG, Africa Media Agency ; Sarah Gooding, directrice générale, WE Communications ; Dustin Chick, associé directeur général, Razor/M&C Saatchi ; Ayeni Adekunle, fondateur et PDG, Blackhouse Media Group ; Leroy Ankrah, consultant principal, Diffusion Ltd ; Tom Manners, co-PDG de Clockwork ; Saint-Francis Tohlang, directeur des communications et des affaires publiques, Nestlé East & Southern Africa Region ; Nicola Nel, fondateur et directeur général, Atmosphere Communications ; Ipelegeng Thibedi, directeur général, Weber Shandwick Afrique. PRCA Africa facilite la mise en réseau des professionnels, le partage des meilleures pratiques et donne aux membres l'accès à un important programme d'événements et à plus de 100 cours de formation en ligne par an.

Avec financialafrik.com

Côte d'Ivoire

29 millions de dollars pour le projet d'hydroélectricité à énergie propre

La société ivoirienne Ivoire Hydro Energy (IHE) a reçu un prêt de 25 millions d'euros (29,4 millions de dollars) du Fonds pour les infrastructures en Afrique émergente (EAIF) du groupe privé de développement des infrastructures (PIDG). Étalé sur 18 ans, le prêt permettra de financer la construction d'une centrale hydroélectrique de 44 MW sur la rivière Bandama près du village de Singrobo en Côte d'Ivoire. Le closing financier est prévu à la fin du 3e trimestre 2021.

Le coût global du projet est estimé à 174 millions d'euros et les travaux devraient prendre environ 36 mois. L'énergie produite par la centrale sera vendue à la Compagnie Ivoirienne d'Electricité, l'exploitant du réseau national de Côte d'Ivoire où les taux d'électrification vont de 88 % dans les zones urbaines, à 31 % dans les zones rurales. « La nouvelle installation en cours de construction à Singrobo est le premier projet hydroélectrique du pays par un producteur d'électricité

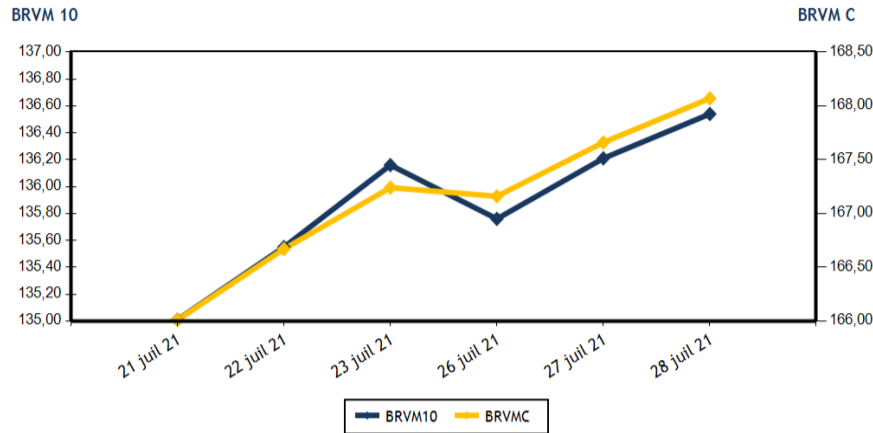
indépendant. Le projet a permis à l'EAIF et au PIDG d'atteindre trois objectifs fondamentaux : mobiliser des capitaux privés, favoriser le développement économique et contribuer à accroître le stock d'infrastructures d'énergie renouvelable en Afrique », a déclaré Paromita Chatterjee, directrice des investissements chez les gestionnaires de l'EAIF. La Banque africaine de développement (BAD) a agi en tant qu'arrangeur principal mandaté du financement par emprunt et sera un prêteur de

premier plan à part entière. Outre la BAD et l'EAIF, les autres contributeurs sont l'agence allemande de développement international, la DEG et l'Africa Finance Corporation (AFC). 25% du coût du projet est financé par des capitaux propres des actionnaires du projet, IHE Holding, l'Africa Finance Corporation et DIPFA, une plateforme d'investissement internationale détenue par Denham Capital pour les projets d'énergie.

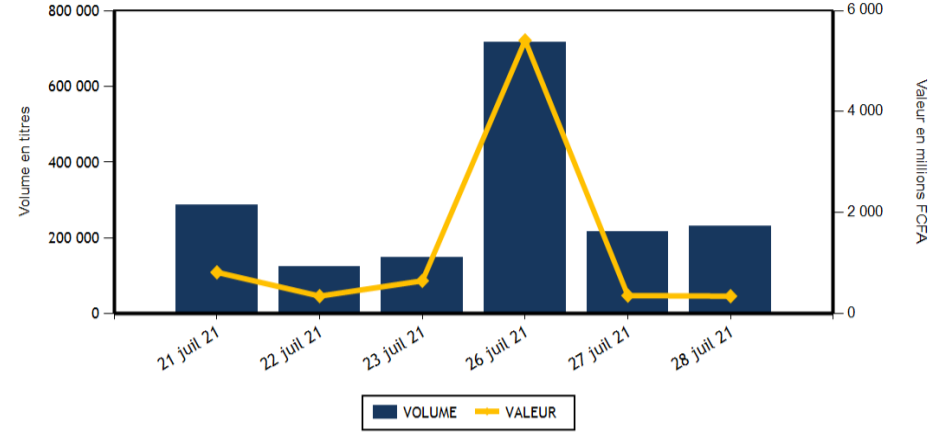
Avec financialafrik.com

BRVM 10 136,54	BRVM <small>BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES Afrique de l'Ouest</small>	BRVM Composite 168,07
Variation Jour ↑ 0,24 %	BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE	Variation Jour ↑ 0,24 %
Variation annuelle ↑ 4,32 %	N° 143 mercredi 28 juillet 2021	Variation annuelle ↑ 15,62 %
Site : www.brvm.org		

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 057 990 973 116	0,24 %
Volume échangé (Actions & Droits)	155 598	-26,84 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	264 732 314	-17,83 %
Nombre de titres transigés	41	-4,65 %
Nombre de titres en hausse	15	-16,67 %
Nombre de titres en baisse	12	-14,29 %
Nombre de titres inchangés	14	27,27 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	6 811 604 835 031	0,06 %
Volume échangé	75 404	2 225,13 %
Valeur transigée (FCFA)	78 660 883	142,52 %
Nombre de titres transigés	9	80,00 %
Nombre de titres en hausse	2	
Nombre de titres en baisse	0	
Nombre de titres inchangés	7	40,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
FILTISAC CI (FTSC)	1 940	7,48 %	20,50 %
NESTLE CI (NTLC)	3 690	7,42 %	1 053,13 %
TOTAL SN (TTLS)	1 845	6,96 %	2,50 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	2 795	6,88 %	27,33 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	745	6,43 %	24,17 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SODE CI (SDCC)	4 000	-6,98 %	33,78 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	520	-6,31 %	160,00 %
SITAB CI (STBC)	3 610	-3,35 %	581,13 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	370	-2,63 %	60,87 %
SAFCA CI (SAFC)	885	-1,67 %	216,07 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	78,85	-0,87 %	117,52 %	25 549	20 196 520	17,15
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	447,52	-0,21 %	9,03 %	26 007	117 222 345	7,32
BRVM - FINANCES	15	60,91	0,59 %	1,53 %	83 859	94 839 909	12,25
BRVM - TRANSPORT	2	446,71	5,94 %	17,96 %	735	1 331 980	7,42
BRVM - AGRICULTURE	5	167,54	0,55 %	93,60 %	12 972	24 560 220	11,15
BRVM - DISTRIBUTION	7	299,99	0,38 %	32,49 %	5 960	6 227 630	18,62
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	845,21	-0,72 %	144,64 %	516	353 710	3,97
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	10,59	
Taux de rendement moyen du marché	7,76	
Taux de rentabilité moyen du marché	9,30	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	93	
Volume moyen annuel par séance	220 977,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 290 201 039,96	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	1,63	
Ratio moyen de satisfaction	36,00	
Ratio moyen de tendance	2 215,28	
Ratio moyen de couverture	4,51	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	3,54	
Nombre de SGI participantes	26	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

 <small>Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin Avenue Charles de Gaulle Cotonou 01 BP 2800 Cotonou Tél : (229) 21 21 21 26 Fax : (229) 21 21 20 77</small>	 <small>Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso 01 BP 5022 Ouagadougou 01 Tél : (226) 25 30 87 73 Fax : (226) 25 30 87 19</small>	 <small>Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Services de Côte d'Ivoire Palais, 18 Avenue Joseph Anoma 01 BP 3802 Abidjan 01 Tél : (225) 20 21 50 50 Fax : (225) 20 32 47 77</small>	 <small>Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture du Ghana B.P. E 1388 - Bantaba Tél : (233) 44 90 18 10 Fax : (233) 44 90 18 11</small>	 <small>Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture du Mali BP 13 200 Bamako Tél : (223) 20 73 80 62 Fax : (223) 20 73 80 47</small>	 <small>Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture du Sénégal 7, rue Jean Mérimée BP 6956, Dakar - Plateau Tél : (221) 33 821 15 18 Fax : (221) 33 821 15 06</small>	 <small>Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture du Togo Immeuble 201 Togo BP 3062 Lomé Tél : (228) 22 61 23 16 Fax : (228) 22 61 23 41</small>
--	---	--	---	---	--	---

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

Résultats

Google en grande forme grâce à la reprise

La maison-mère de Google, Alphabet, a quasiment triplé son bénéfice au deuxième trimestre par rapport à l'année précédente.

Alphabet a largement dépassé les attentes du marché avec un bénéfice net de 18,5 milliards de dollars (16,9 milliards de francs) au deuxième trimestre, quasiment le triple de l'an passé. Le groupe américain invoque la reprise et le boom du commerce en ligne. Le numéro un de la publicité numérique a engrangé près de 62 milliards de dollars de chiffre d'affaires, grâce notamment aux dépenses de communication des petites et grandes entreprises sur YouTube comme sur le moteur de recherche, d'après un communiqué publié mardi par la maison mère de Google. La plateforme de vidéo du géant californien se distingue particulièrement. Elle a vu ses recettes grimper de 83% sur un an, à plus de 7 milliards de dollars, proches de ceux de Netflix. D'ici à la fin de l'année, YouTube comptera plus de 2 milliards de spectateurs dans le monde, selon le



cabinet eMarketer, soit près de 64% de l'audience pour les vidéos en ligne.

Reprise du tourisme

«Le deuxième trimestre 2020 était le point le plus bas de l'année pour le marché publicitaire en ligne, donc, ce trimestre va représenter une comparaison facile pour Alphabet», a fait remarquer l'analyste Nicole Perrin. Google avait souffert de son exposition aux secteurs du tourisme, en berne il y a un an à cause de la pandémie de Covid-19. Mais avec les campagnes de vaccina-

tion, le groupe bénéficie du meilleur des deux mondes: le succès du commerce en ligne ne faiblit pas malgré le relâchement des restrictions sanitaires et les voyages reprennent. Les recettes publicitaires affluent donc à nouveau. «Il y a eu vague montante d'activité en ligne dans de nombreux endroits du monde et nous sommes fiers que nos services aient aidé tant de consommateurs et d'entreprises», s'est félicité le patron du groupe, Sundar Pichai.

(AFP)

Après six trimestres de pertes

Boeing repasse dans le vert

L'avionneur a dégagé un bénéfice net de 587 millions de dollars au 2e semestre, contre une perte de 2,4 milliards un an plus tôt. Le groupe a décidé de maintenir son personnel.

Le constructeur aéronautique Boeing est repassé dans le vert au deuxième trimestre après six trimestres de pertes et a finalement décidé de rester aux niveaux d'emplois actuels, se remettant des difficultés de la pandémie et des déboires de son avionvedette, le 737 MAX. Le groupe, qui en raison du Covid prévoyait de faire revenir son effectif total à 130'000 employés fin 2021 contre 160'000 début 2020, a finalement décidé de ne pas supprimer autant de postes. Il va rester aux niveaux d'emplois actuels, à environ 140'000 salariés, a précisé le directeur général Dave Calhoun dans un message aux employés. Le groupe a dégagé un bénéfice net de 587 millions de dollars d'avril à juin, contre une perte de 2,4 milliards de dollars sur la même période un an plus tôt, marquée par la chute du trafic aérien. Son chiffre d'affaires a progressé de 44% pour atteindre 17 milliards de dollars.



pendant vingt mois suite à deux accidents mortels avant d'être autorisé progressivement à revoler dans le monde depuis fin 2020. Boeing en a livré 130 exemplaires depuis. La division d'aviation commerciale de Boeing reste toutefois déficitaire. Le constructeur doit parallèlement faire face à la suspension des livraisons du 787 après la découverte de vices de fabrication. Or c'est au moment des livraisons que les clients paient l'essentiel de leur facture. Pour gagner de l'argent, Boeing se repose sur sa division défense, espace et sécurité, dont le chiffre d'affaires a progressé de 4% sur le trimestre, et sur sa division de services aux clients, dont les revenus ont augmenté de 17%. Ajusté par action et hors éléments exceptionnels, son bénéfice s'est élevé à 40 cents, là où

les analystes anticipaient au contraire une perte de 72 cents. Le titre bondissait de 5,5% dans les échanges électroniques précédant l'ouverture de la séance à la Bourse de New York. Le patron de Boeing s'est félicité dans le communiqué des «progrès importants» réalisés par le groupe et de «l'amélioration de l'environnement pour l'aviation commerciale»: avec les campagnes de vaccination contre le Covid-19, le trafic aérien est reparti de l'avant ces derniers mois. Mais, a-t-il souligné, «nous surveillons de près les taux de cas de Covid-19, la distribution des vaccins et l'état du commerce mondial, devenus des indicateurs clés pour la stabilité du secteur».

(AFP)

Aviation

525 millions d'euros d'aides publiques à Condor

Face au Covid-19, les compagnies aériennes demandent de l'aide. Condor a reçu plus de 500 millions de la part de l'État allemand, mais Bruxelles a dû donner son aval.

L'Union européenne a approuvé, mardi, un total de 525,3 millions d'euros (plus de 567 millions de francs) d'aides publiques accordées par l'Allemagne à la compagnie aérienne allemande Condor, frappée par la pandémie. Le paquet se décompose en 204,1 millions d'euros (220 millions de francs) de soutien, pour les dommages subis dans le contexte de chute du trafic aérien lié à la pandémie, et 321,2 millions d'euros (347 millions de francs) d'aide à la restructuration, pour permettre à la compagnie charter de redevenir rentable, a expliqué la Commission européenne. Le feu vert résulte de trois décisions séparées annoncées mardi, dont l'une reprend une décision précédente, annulée par la justice européenne après un recours de la compagnie irlandaise à bas coûts Ryanair.



Luxembourg, avait demandé, le 9 juin, à l'exécutif européen de mieux justifier cette aide publique exceptionnelle. Finalement, Bruxelles a approuvé 144,1 millions d'euros (155,7 millions de francs) d'aide pour la période du 17 mars au 31 décembre 2020, et Condor devra rembourser le trop-perçu à l'État allemand. Dans une deuxième décision, la Commission a approuvé 60 millions d'euros (près de 65 millions de francs) d'aide supplémentaire pour la période du 1er janvier au 31 mai 2021.

Filiale d'un voyageur en faillite

Enfin, dans un troisième volet, Bruxelles a validé une aide au plan de restructuration de Condor pour 321,2

millions d'euros (347 millions de francs). Au printemps 2020, l'Allemagne avait octroyé à la compagnie Condor, filiale du voyageur britannique en faillite Thomas Cook, 550 millions d'euros de prêts (595 millions de francs) garantis. En plus des effets de la pandémie sur le secteur du tourisme et des transports, Condor était déjà fragilisée par la faillite, en septembre 2019, de sa maison-mère. La compagnie se trouve depuis cette date en procédure d'insolvabilité et est toujours à la recherche d'un repreneur et d'investisseurs. Un projet de rachat par la compagnie polonaise LOT, annoncé au janvier 2020, a échoué.

(AFP)

États-Unis

Tesla gagne pour la première fois plus d'un milliard de dollars

Malgré le franchissement de ce cap symbolique, Tesla craint une possible pénurie de puces électroniques qui ralentirait sa croissance.

Le constructeur de véhicules électriques Tesla, dopé par un nombre record de livraisons au deuxième trimestre, a gagné pour la première fois plus d'un milliard de dollars sur trois mois mais a prévenu que la pénurie de puces électroniques restait une menace. La situation du côté des semi-conducteurs continue d'être «assez sérieuse», a souligné Elon Musk, le patron de Tesla, lors d'une conférence téléphonique avec des analystes. «C'est compliqué de dire combien de temps ça va durer car on ne peut rien y faire nous-mêmes.» Le groupe a jusqu'à présent pu contourner une bonne partie du problème en utilisant de nouveaux modèles de puces et en réécrivant les logiciels en conséquence. Mais «pour le reste de l'année, notre croissance dépendra du plus petit élément de notre chaîne d'approvisionnement», a prévenu Elon Musk.

Camion Semi repoussé

Le constructeur automobile, qui avait annoncé en janvier vouloir faire croître ses livraisons de 50% en moyenne par an pendant plusieurs années, n'a toutefois pas officiellement changé ses prévisions. Du côté de ses usines en cours de construction, Tesla estime être toujours «sur la bonne voie pour fabriquer (ses) premiers véhicules Model Y à Berlin et Austin en 2021». En revanche, «pour mieux se concentrer sur ces usines, et en raison de la disponibilité limitée des cellules de batterie et des défis de la chaîne d'approvisionnement mondiale», Tesla a décidé de repousser à 2022 le lancement de la production de son camion Semi. Elon Musk a aussi indiqué lors de la conférence téléphonique que son pick-up électrique Cybertruck allait prendre du retard. L'entreprise avait déjà annoncé avoir livré 201'250 véhicules au deuxième trimestre, un niveau inédit malgré cette pénurie de puces électroniques et les problèmes d'approvisionnement

qui perturbent le secteur automobile depuis le début de l'année.

Partager le réseau de bornes

Le bénéfice net du groupe dirigé par Elon Musk a atteint 1,14 milliard de dollars (1,04 milliard de francs) d'avril à juin, contre 104 millions sur la même période en 2020, tandis que son chiffre d'affaires s'est élevé à 11,96 milliards de dollars (10,96 milliards de francs), a indiqué le groupe lundi dans un communiqué. Tesla, qui tire habituellement une grosse partie de ses profits de la vente à d'autres entreprises des crédits carbone qui lui sont accordés car ses voitures n'émettent pas de polluants, voit en revanche cette source commencer à se tarir: les revenus tirés de cette activité ont atteint 354 millions de dollars (324 millions de francs) au deuxième trimestre, contre 518 millions au trimestre précédent.

(AFP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Salon international du Food service	29 mai au 2 juin 2021	France	sirha.com
Réunion du Comité Régional des Négociations Commerciales	15 juin 2021	Virtuel	http://www.uemoa.int/fr
Organisation des réunions du cadre de concertation avec les OIG	15 au 30 juin 2021	Abuja, Nigéria	http://www.uemoa.int/fr
Rencontre du réseau des Organismes de promotion du commerce	22 au 23 juin 2021	Virtuel	http://www.uemoa.int/fr
9ème Conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique	31 mai au 4 juin 2021	Cap vert	https://www.uneca.org/fr/events/centre-africain-pour-la-politique-en-mati%C3%A8re-de-climat/neuvi%C3%A8me-conf%C3%A9rence-sur-le-changement
Conférence internationale sur l'enseignement forestier	8 au 10 juin 2021	Virtuel	Forest-Education@fao.org
Assemblées annuelles du Groupe de la BAD	23 au 25 juin 2021	Virtuel	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/pressreleases/assemblies-annuelles-2020-du-groupe-de-la-banque-africaine-de-developpement-communique-final-37563
4e Conférence mondiale sur le teck	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	www.worldteackconference2020.com infowtc2020@gmail.com
4e Conférence mondiale sur le teck	3 au 26 août 2021	Accra (Ghana)	tetra@itto.int
Salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	7 au 10 septembre 2021	France	global-industrie.com
Conférence internationale dédiée aux moyens de paiement et aux services financiers	21 au 23 septembre 2021	Amsterdam, Pays-Bas	europe.money2020.com

HOROSCOPE finance

Bélier Influçant votre secteur finances, deux astres pourront vous donner du fil à retordre. Mieux vaudra se montrer encore très prudent. Reste que Vénus devrait vous permettre de vous en sortir, à condition de ne pas trop croire au Père Noël et d'éviter les dépenses folles, bien sûr !

Taureau Les perspectives sont plutôt favorables pour vos finances. Vous réussirez à régler plusieurs problèmes, à vous acquitter de vos dettes, en vous abstenant de contracter d'autres engagements à long terme. Laissez un peu reposer ce terrain, en attendant de voir la tournure que prendront les activités boursières. Un conseil : réduisez vos menus frais quotidiens, qui finiront par atteindre des chiffres impressionnants.

Gémeaux Malgré vos irrésistibles envies de dépense, dont quelques-unes sont d'ailleurs parfaitement légitimes, songez à faire des économies. Gardez malgré tout un œil vigilant sur votre compte en banque !

Cancer Mercure vous sera favorable. Vous pourrez améliorer votre gestion et donc bénéficier d'un meilleur équilibre budgétaire. Mais une mauvaise surprise est possible, comme par exemple une dette oubliée qui vous rappellera à l'ordre.

Lion Cet aspect de Mars aura du bon, mais aussi du mauvais. Son impact positif, c'est qu'il vous motivera et vous poussera à vous donner du mal pour améliorer vos revenus. Mais attention au côté néfaste de son influence : Mars rend en effet impulsif et imprudent. Vous risquez donc de vous retrouver propriétaire d'une superbe chaîne hi-fi et d'un compte en banque effondré, sous prétexte que vous avez oublié de réfléchir !

Vierge Parvenir à gérer de façon rigoureuse votre situation financière ! Voilà quel devra être votre objectif. Hélas, c'est justement ce que vous aurez le plus de mal à accomplir. Refusant de vous imposer quelques restrictions pourtant nécessaires, vous serez enclin à dépenser au gré de vos humeurs et à vivre au jour le jour. Essayez pourtant de voir plus loin que le bout de votre nez, et gardez-vous d'effectuer d'importantes transactions en ce moment.

Balance Si les questions matérielles vous ennuiant le plus souvent, ce ne sera pas le cas cette fois. Vous consacrerez même beaucoup de temps à gérer votre situation financière et à chercher les meilleurs placements possibles, les investissements les plus rentables à moyen ou long terme. Toute cette énergie ne sera pas vaine, bien au contraire, puisque vous obtiendrez de très bons résultats.

Scorpion Mars vous protégera sur le plan matériel, en allant jusqu'à remplir votre escarcelle et vous permettre de vivre agréablement, sans soucis majeurs. Les natifs du premier décan auront le sens commercial développé et réussiront parfaitement dans leurs transactions et tractations diverses. Les artistes du signe seront inspirés tout particulièrement ; leurs oeuvres obtiendront des critiques positives. Beaucoup de natifs entreront dans une période de stabilité et de solidité pécuniaires.

Sagittaire Profitez de la protection de Jupiter pour faire quelques économies. Hormis cette présence salutaire du Grand Bénédicte, il n'y aura rien de notable pour vous en matière financière.

Capricorne Vous pourrez être amené à revoir vos placements financiers ou à réorganiser votre budget. Ne faites pas preuve de négligence, sinon vous n'échapperez probablement pas à une tempête. Réduisez vos dépenses, malgré les incitations au contraire.

Verseau Vous réaliserez ce jour des gains inattendus, mais devrez aussi faire des dépenses imprévues. Ne vous affligez pas pour autant. Dites-vous que, heureusement, vous avez pu vous en sortir. Gardez toujours le sourire afin de vous attirer plus de chance dans l'avenir.

Poissons Méfiez-vous des dépenses excessives ! Si vous voulez vivre au-dessus de vos moyens, ayez tout de même conscience des conséquences que cela implique. Sinon, vous risquez fort d'en avoir un aperçu bientôt.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com

Site web : www.leconomistedutogo.com

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO

00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage : 5000

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission

Département de l'Agriculture,
des Ressources en Eau et de l'Environnement

Le Commissaire

Dossier suivi par : «Ousmane ILBOUDO; oilboudo@uemoa.int»
Ollmdd
**AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N°002/2021/UEMOA/WACA/ResIP POUR
LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR LA REALISATION
DE L'EVALUATION A MI-PARCOURS DU PROJET WACA ResIP**

1. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), par l'entremise de la Banque Mondiale, a lancé le Projet d'investissement de résilience des zones côtières en Afrique de l'Ouest (WACA ResIP). Ce projet régional multi-pays dont l'objectif est de renforcer la résilience des communautés et des biens côtiers dans six (06) pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, couvre le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Mauritanie, Sao Tomé-et-Principe, le Sénégal et le Togo. A cet égard, il vise à renforcer les capacités d'absorption, d'adaptation et de transformation des six (06) pays bénéficiaires et à réduire les risques communs auxquels ils sont exposés, qu'ils soient d'origine naturelle ou anthropique, qu'ils soient similaires pour la totalité ou la plupart des pays ou de nature transfrontalière.
2. Dans le cadre des activités du projet, il est prévu le recrutement d'un consultant individuel chargé de réaliser l'évaluation à mi-parcours du projet WACA ResIP.
3. Les Termes de référence (TdR) détaillés de la mission sont joints à cet avis à manifestation d'intérêt et peuvent être obtenus aux adresses E-mail indiquées ci-après : **msimpore@uemoa.int** ou **oilboudo@uemoa.int**.
4. L'objectif général de l'évaluation à mi-parcours est d'examiner et de documenter la performance globale de l'exécution du projet et les résultats obtenus afin de conclure si le projet délivre les résultats prévus avec les ressources et les dispositifs mis en place. Cette revue examinera la pertinence, l'efficacité, l'efficience, les leçons apprises et les conditions de durabilité des interventions du projet. Des recommandations seront formulées pour ajuster la mise en œuvre et la coordination afin que le projet puisse générer davantage de résultats et de changements significatifs sur la période restante
5. De façon spécifique, la mission du Consultant dans le cadre de cette étude consiste à :
 - évaluer la pertinence des interventions du projet lors de la formulation et au regard du contexte actuel ;
 - évaluer l'efficacité de l'exécution du projet en documentant les résultats obtenus et en analysant dans quelle mesure ces résultats contribuent à l'objectif de développement ;
 - analyser l'efficience du processus de l'exécution globale, y compris la performance des partenaires ;
 - analyser le degré de conformité du dispositif du projet avec les conventions légaux (accords juridiques) de l'accord de financement ;
 - évaluer l'adéquation et la performance de l'arrangement institutionnel et organisationnel en place ;
 - examiner les conditions de durabilité des résultats du projet après sa mise en œuvre et faire des recommandations ;
 - analyser les relations de collaboration/parteneriat et la perception des partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet ;
6. La durée de la mission d'évaluation à mi-parcours est de 50 jours étalés sur une période de trois mois.
7. L'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, agissant par l'entremise de la Commission, invite les Consultants individuels à manifester leur intérêt à fournir les prestations ci-dessus décrites.
8. Les Consultants individuels intéressés, sont invités à produire, dans leur dossier de manifestation d'intérêts, toutes les références et tous les documents permettant


d'apprécier leurs expériences et expertises ainsi que les informations prouvant leur capacité à exécuter les prestations précitées (références concernant l'exécution des contrats analogues, copies de pages de garde et de signature de marchés approuvés et/ou les attestations de services fait, ...).

9. La Commission de l'UEMOA, se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations communiquées.
10. Les critères pour la sélection sont les suivantes :
 - posséder un niveau de formation universitaire minimum BAC+5 en gestion des projets/programmes, économie, ingénierie, sciences sociales, sciences environnementales ou dans tout autre domaine pertinent ... ;
 - avoir une expérience pratique d'au moins 10 ans dans la gestion / suivi évaluation des projets /programmes de développement ;
 - avoir conduit, durant les cinq dernières années, au moins cinq (5) missions d'évaluation des projets/programmes de développement financés par les partenaires multilatéraux (Banque mondiale, FIDA, BAD, BOAD, BID, UE, AFD, ...) en qualité de chef de mission ;
 - avoir conduit au moins deux missions d'évaluation à mi-parcours des projets de développement ;
 - être familier avec le contexte socioéconomique de la zone d'intervention du projet ;
 - avoir des connaissances des politiques et enjeux sur la gestion des zones côtières ;
 - avoir de bonnes connaissances des organisations régionales d'intégration.
11. A l'issue de la manifestation d'intérêt, un consultant individuel sera sélectionné par la méthode de sélection de consultants individuels en accord avec les règles et procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés par les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI), de juillet 2016, mis à jour en novembre 2017 et août 2018.
12. Pour tous renseignements complémentaires, veuillez contacter : (a) **Michel SIMPORE**, Email : msimpore@uemoa.int ou (b) **Ousmane ILBOUDO**, Email : oilboudo@uemoa.int, du lundi au vendredi, de 08 H 00 mn à 13 H 30 mn.
13. Les manifestations d'intérêts en langue française, sous format papier A4, et fournies en trois (03) exemplaires (1 original et 2 copies marquées comme telles), peuvent être envoyées par la poste, et par courrier électronique à l'adresse suivante : commission@uemoa.int avec copie à msimpore@uemoa.int / oilboudo@uemoa.int, ou déposées au bureau du courrier de la Présidence de la Commission de l'UEMOA ; 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO 01 BP 543 Ouagadougou 01 - BURKINA FASO au plus tard 10 AOÛT 2021, à 9 heures 30 mn précises, heure locale.
14. L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 10 heures 30 mn au deuxième étage du complexe administratif sis à Ouaga 2000.
15. L'enveloppe contenant la manifestation d'intérêts devra être scellée et portée visiblement la mention : « **Manifestation d'intérêts pour le recrutement d'un consultant individuel chargé de réaliser l'évaluation à mi-parcours du projet WACA ResIP** ».

PJ : (01)

- Termes de référence

Commissaire chargé du Département de l'Agriculture,
des Ressources en Eau et de l'Environnement


Kako NUBUKPO



Développement à la base

Une conférence internationale s'ouvre ce jour à Lomé

La Cheffe du gouvernement togolais Victoire Tomégah-Dogbé préside du 29 au 30 Juillet 2021, une conférence internationale sur le développement à la base qui se tiendra à Lomé, la capitale togolaise.

● Bernard AFAWOUBO

Première du genre en Afrique, la conférence internationale sur le développement à la base s'organise en collaboration avec l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE). Cette rencontre qui se tiendra du 29 au 30 Juillet 2021 sera présidée par le Premier Ministre, Victoire Tomégah-Dogbé. Cette conférence verra la participation de Myriam Dossou-D'Almeida, ministre du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, de Sani Yaya, ministre de l'économie et des finances, de Cina Lawson, ministre de l'économie numérique et de la transformation digitale et de Assih Mazamesso, ministre chargée de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel. Axée autour du thème : « Les politiques publiques pour les communautés de base : stratégies, approches novatrices et résilience », cette rencontre offre l'occasion aux participants d'échanger sur les réponses innovantes développées en termes de politiques, programmes et instruments mis en œuvre. Il sera également question pour ces participants de mener des réflexions sur les perspectives en vue d'une meilleure intégration et inclusion des besoins des communautés



dans les politiques publiques. Au total deux thématiques seront au menu des échanges au cours des deux jours que vont durer cette rencontre. Programmée sur le 1er jour, la première thématique porte sur « Expériences croisées des politiques de développement à la base : quelle vision, quelles stratégies et quels plans de mise en œuvre ? ». En ce qui concerne la deuxième, elle s'intitule « les communautés de base face à la COVID-19 : innovations et résilience dans les approches des pays, leçons apprises et perspectives ». Sujet à développer le second jour de la conférence. Deux hautes personnalités assumeront la modération des panels de la conférence, il s'agit entre autres du ministre togolais de la communication et des médias, le Prof Akodah Ayewouadan et du Directeur du Centre de développement de l'OCDE, Mario Peezzini. Des acteurs à la base comme Togui Agokoli IV ou encore Selome Adoussi Houetognon,

la Directrice de l'Institut Africain de Développement Economique et Social-Formation interviendront à cette conférence sur le développement à la base. Nialé Kaba, le Ministre du plan et développement de la Côte d'Ivoire, Daniel Arroyo, ministre du développement social de l'Argentine, Achmad Maliki, le directeur de la lutte contre la pauvreté et du développement de la protection sociale au Ministère de la planification du développement national d'Indonésie et Papa Amadou Sarr, le ministre délégué à l'Entrepreneuriat Rapide des femmes et des jeunes auprès de la Présidence du Sénégal sont également annoncés à cette conférence. Il faut préciser que des communications des représentants du FMI, du Système des Nations Unies, de la Banque Mondiale sont aussi prévues à cette première conférence internationale sur le développement à la base.

Résolution 2021 de l'ECOSOC

Le programme commun adopté par consensus

Le 22 juillet, le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) a adopté une résolution par consensus relative au Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, lors d'une réunion hybride au siège des Nations Unies à New York, aux États-Unis, présidée par le Vice-Président de l'ECOSOC, Collen Vixen Kelapile, Représentant permanent du Botswana auprès des Nations Unies à New York.



Lors de la réunion, le Conseil a examiné le rapport 2021 de la Directrice exécutive de l'ONUSIDA, Winnie Byanyima, qu'elle a présenté en personne, et un rapport sur les questions de gouvernance du Conseil de coordination du Programme commun (CCP), présenté par son Président, Kalumbi Shangula, ministre de la Santé et des Services sociaux de Namibie. À la suite du débat, la Représentante permanente adjointe de la Namibie auprès des Nations Unies à New York, Helena Ndapewa Kuzee, a présenté une déclaration conjointe de la Namibie et de la Thaïlande présentant la résolution 2021 relative au Programme commun. Les responsables de ces deux pays avaient co-animé les négociations à Genève, en Suisse, au début du mois de juillet, respectivement en tant que président et vice-présidente du CCP. À cette occasion, ils ont exprimé leur gratitude envers les États membres pour avoir permis une résolution consensuelle qui a souligné le rôle critique du modèle de coparainage et de gouvernance du Programme commun en matière de leadership, grâce à sa coordination, son orientation axée sur les résultats, sa gouvernance inclusive et ses résultats à l'échelle des pays,

un exemple utile de cohérence stratégique. La résolution a également reconnu l'importance de la Déclaration politique des Nations Unies 2021 sur le VIH et le sida : mettre fin aux inégalités et agir pour vaincre le sida à l'horizon 2030, ainsi que la Stratégie mondiale de lutte contre le sida pour la période 2021-2026 : mettre fin aux inégalités, mettre fin au sida et fixer les objectifs pour 2025 en vue de la riposte.

COVID-19 a exacerbé les inégalités

La Namibie et la Thaïlande ont mis en avant le fait que l'épidémie de sida est loin d'être terminée et ont exprimé leur inquiétude quant au déficit de financement persistant de la riposte au VIH, en particulier en ce qui concerne les pays à revenu faible et intermédiaire, et que la pandémie de COVID-19 a exacerbé les inégalités au sein de chaque pays et entre les pays. Ce constat inclut également le défaut d'accès équitable et opportun aux vaccins, diagnostics, médicaments et produits médicaux sûrs, de qualité, efficaces et abordables contre la COVID-19. Cette situation avait créé des revers supplémentaires et entravé

avantage la riposte au sida. 25 ans après que l'ECOSOC ait accueilli la délégation des organisations non gouvernementales au CCP, plusieurs pays ont reconnu dans une déclaration la contribution importante de cette délégation à la gouvernance du Programme commun et noté que les communautés touchées par le VIH, en particulier les populations clés, occupent une place primordiale dans la riposte au sida et, par conséquent, également dans les réunions des Nations Unies, où la délégation contribue à élaborer des politiques et formule des questions complexes. « Je remercie l'ECOSOC pour sa vision avant-gardiste et sa pensée originale lorsqu'il a créé ce programme multisectoriel unique au milieu des années 1990. Merci d'avoir insisté pour inclure les personnes vivant avec le VIH et les personnes les plus exposées au risque d'infection au VIH au cœur de la riposte mondiale des Nations Unies, ainsi que dans la gouvernance du Programme commun par le biais de la délégation des organisations non gouvernementales », a déclaré Mme Byanyima, en s'adressant aux représentants et représentantes des missions permanentes à New York.

Avec uniaids.org

PSG

Kylian Mbappé garde de grandes ambitions

Restera, restera pas ? Telle est la question que tout le monde se pose concernant Kylian Mbappé. Le natif de Bondy est en effet en fin de contrat l'année prochaine et, pour le moment, il ne veut pas signer de nouveau bail avec le Paris Saint-Germain.

Dans ce cas, peut-il décider de partir cet été ? Vu ses dernières déclarations, faites avant la fin de la saison et, donc, avant son départ en sélection, cela paraît impossible. Mon plus grand rêve

serait de gagner la Ligue des Champions avec le PSG, ce serait formidable », dit-il au magazine officiel du PSG lors d'un entretien croisé avec Neymar. De quoi tordre le cou aux rumeurs de départ vers le Real Madrid cet été ? Pas

certain. Beaucoup de choses ont pu changer dans la tête de l'ancien joueur de l'AS Monaco après son Euro raté avec l'équipe de France.

Avec footmercato.net

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata



COMMUNIQUE

RELATIF A LA DELIVRANCE DES DOCUMENTS FISCAUX

L'Office Togolais des Recettes informe les contribuables et ses partenaires, du rétablissement de ses services de délivrance des documents fiscaux après quelques heures de perturbations enregistrées. Ces perturbations dues à une panne technique ont également affecté le bon fonctionnement du Centre de Formalités des Entreprises dont les prestations ont effectivement repris dans la matinée de ce mardi 27 juillet 2021. L'Office Togolais des Recettes présente ses excuses à tous ses usagers pour les éventuels désagréments subis et les rassure de la fluidité de toutes ses prestations.

Fait à Lomé, le 27 juillet 2021
Le Commissaire Général

Philippe Kokou B. TCHODIE

8201

www.otr.tg

+228 90 99 41 01

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



CERTIFICAT EXECUTIVE MANAGEMENT EN TRANSFORMATION DIGITALE BANCAIRE (EX CEMGAB)
MASTERCLASS EN LIGNE | JEUDI 29 JUILLET 2021 | 11H30-12H30 (GMT)

THÈME : **REPENSER LE LEADERSHIP**



LIEN D'INSCRIPTION : <https://hec-fr.zoom.us/meeting/register/tJUfpuuspjpsGNB1ZUrTdgjJnNo9UhSc0Iz>

INTERVENANT :

CHRISTINE CASTAN

Chargée d'enseignement HEC Paris,
Directrice Pédagogique